

RÉPUBLICAINS OU COSAQUES...

Une grande et solennelle polémique est engagée en ce moment entre M. de Girardin, rédacteur en chef de *la Liberté*, et M. de la Guéronnière, rédacteur en chef de *la Presse*, sur les principes qui doivent diriger notre politique extérieure.

Les journaux se bornent depuis trop longtemps à être les échos complaisants du cliquetis des armes, du bruit de la mitraille et du choc des armées pour que notre attention ne se porte pas avec intérêt sur tout ce qui peut paraître une éclaircie intelligente au milieu de cette confusion des langues et des idées, dont la presse démocratique nous donne quotidiennement la représentation lamentable.

M. de Girardin arbore contre M. de la Guéronnière le drapeau de la politique nouvelle:

- *Vous appartenez à l'école historique, à l'école du passé.*

- *J'appartiens à l'école économique, à l'école de l'avenir.*

- *Vous appartenez à l'école où le territoire, la force, la conquête étaient tout, où l'homme, l'intelligence, l'échange n'étaient rien.*

- *J'appartiens à l'école où le territoire, la force, la conquête comptent de moins en moins; où l'homme, l'intelligence, l'échange, celui-ci alimenté par le travail et le crédit comptent de plus en plus.*

L'école de M. de Girardin est la nôtre. Comment se fait-il, cependant, qu'entre lui et nous il y ait tant et de si graves dissentions, dont son attitude, précisément dans la guerre actuelle, n'a fait que creuser plus profondément l'abîme.

Çà été, du reste, le trait caractéristique de M. de Girardin, dans toute sa carrière politique, qu'en se rattachant toujours par l'élévation et la hardiesse de ses idées aux écoles les plus indépendantes et les plus radicales, son attitude et sa conduite se sont presque toujours trouvées en désaccord avec ses paroles, - et il a toujours fait défaut à toutes les espérances que l'on avait pu fonder sur sa grande intelligence et son caractère énergique.

C'est qu'il est un sentiment qui manque absolument à M. de Girardin: le sentiment de la solidarité. Toujours renfermé en un volontaire isolement, il ne s'est jamais retrempé dans la fortifiante communion des foules. Il a fait reposer toute sa politique sur les abstractions quintessenciées d'une personnalité excessive, et il n'a jamais su opposer à tous les coups de la fortune qui ont pu atteindre ou compromettre ses idées qu'une indifférence stérile érigée par lui à la hauteur d'un principe, et qui ressemble au dédain trancendant dont M. Renan nous a donné la théorie aristocratique.

Cette indifférence systématique pour tous les gouvernements, cette acceptation placide de tous les faits accomplis peut facilement passer pour de la complaisance ou de la complicité, surtout aux époques tourmentées comme celle que nous traversons, où le plus souvent il ne reste pas d'autre ressource à l'honnête homme, pour repousser une solidarité infamante, que la protestation suprême de la conscience.

C'est ainsi qu'après avoir, pendant toute la durée de la guerre actuelle, prêté à la Prusse la complicité de son abstention et de la complaisance intéressée ou banale de ses rédacteurs, - M. de Girardin, tout en flétrissant aujourd'hui le résultat de cette politique, prête encore à M. de Bismarck la complicité de son indifférence.

Chose singulière! dans la polémique actuelle, c'est M. de la Guéronnière pour lequel nous avons aussi peu de sympathies que nous serions disposé à en avoir de vives pour M. de Girardin, c'est M. de la Guéronnière, le représentant de la vieille politique, qui, contre M. de Girardin, le représentant de la politique nouvelle, - soutient en réalité nos idées, en protestant énergiquement contre la domination de la Prusse.

M. de la Guéronnière s'effraye de la (mot illisible) que peut offrir pour la France la formation sur ses frontières d'un grand État prussien qui, placé au centre de l'Europe, s'étendant des rives du Niémen jusqu'au de là du Rhin, ouvre à l'Empire russe la route de l'Occident dégagée de tous les obstacles qui pourraient arrêter sa marche.

Erreur! craintes vaines! répond M. de Girardin. La force des nations ne consiste pas plus dans le chiffre de leur population que dans leur superficie. Une Prusse si agrandie qu'on la suppose n'a rien qui doit effrayer les autres États; et la nation la plus libre, la plus laborieuse, la plus prospère, la plus morale, la plus instruite, la plus équitable sera toujours la plus influente et la plus forte.

M. de Girardin a raison: l'avenir de l'Europe est dans le développement de la liberté, du travail, de la prospérité, de l'instruction, de la justice. - Mais c'est précisément pour cela qu'il y a un important intérêt à ne pas livrer l'Europe aux ennemis de la liberté, du travail, de la prospérité, de l'instruction et de la justice.

Et à ce point de vue croyez-vous que l'asservissement de l'Allemagne par la Prusse importe peu? Cet événement désastreux, résultat de la dernière guerre, ne constitue-t-il pas la menace la plus grave pour la civilisation et pour la démocratie? Comment donc pouvez-vous en prendre aussi facilement votre parti?

Ce qui nous inquiète et nous effraye ce n'est pas la formation d'une grande Prusse rivale de la France, mais c'est l'oppression des peuples allemands dont nous nous sentons solidaires, c'est la démoralisation que va produire en Europe ce développement nouveau du despotisme. Ce n'est pas tant encore de l'Empire russe que de son esprit barbare, que nous avons peur, et tous les progrès du césarisme nous apparaissent comme une invasion de barbares.

Une grande lutte est engagée entre l'esprit ancien et l'esprit nouveau, entre la démocratie qui représente la civilisation et le progrès, et le césarisme qui représente le retour à la barbarie.

Le programme de la situation a été indiqué avec une énergie saisissante par ces paroles prophétiques de Napoléon 1^{er}: *Avant la fin de ce siècle, l'Europe sera républicaine ou cosaque.*

Or, le principe cosaque, incarné en Allemagne dans la personne de M. de Bismark vient de remporter une victoire, et cela ne peut nous être indifférent.

Voilà pourquoi nous luttons et nous protestons de toutes nos forces, et voilà pourquoi l'indifférence de M de Girardin nous indigne.

Pour préparer le triomphe de nos idées, pour hâter l'avènement de la politique économique, la foi passive des fatalistes ne saurait suffire: il faut la foi active des croyants et des apôtres qui soulève les montagnes.

«*Que l'Allemagne si tel est son désir, dit M. de Girardin, se transforme en empire prussien, cela ne regarde qu'elle, cela ne regarde nullement la France.*»

Où et quand donc l'Allemagne a-t-elle été consultée? Et comment pourrait elle l'être, courbée sous le despote prussien, qui traîne partout derrière lui la dévastation et le pillage? Interrogera-t-on le suffrage universel à Francfort, dans cette ville qui était encore florissante et libre il y a quelques jours, et dont le premier magistrat vient de se suicider pour ne pas livrer ses compatriotes aux exactions des brigands qui l'ont envahi? Falkenstein, Manteuffel, ou Roeder, - ces noms qui figureront dans l'histoire outre ceux de Cartouche, de Mandrin et de Vidocq, - seront-ils chargés de garder les urnes et répondront-ils de la sincérité des suffrages arrachés à la peur?

Et s'il était vrai qu'affolée par un aveugle désir d'unité l'Allemagne fut disposée à se jeter dans les bras de la Prusse, devrions nous donc, assister placidement à cette abdication lamentable? Le devoir de la presse ne serait-il pas d'éclairer cet instinct, et d'opposer la vérité féconde de l'unité économique à l'illusion funeste de l'unité politique ou monarchique?

Au lieu d'avoir les yeux tournés vers l'Autriche et la Prusse, et de nous consoler par l'espérance d'opposer à la Confédération du Nord patronnée par la Prusse, une Confédération du Sud, patronné par l'Autriche, nous croyons que le seul moyen de conjurer les dangers qui menacent la paix européenne, c'est d'annuler ces deux États et de les absorber dans la Confédération allemande, qui s'appuyant sur la Confédération Suisse, deviendrait le premier noyau des États-Unis d'Europe.

A l'équilibre que lui oppose M. de la Guéronnière, M. de Girardin oppose le désarmement.

Nous aussi nous voulons le désarmement; mais pour l'obtenir il ne suffit pas de le demander dans le désert, comme le fait M. de Girardin; au vieil équilibre factice, fondé sur l'antagonisme des États, il faut opposer un équilibre nouveau et réel fondé sur la solidarité des peuples; et c'est au nom de cette solidarité des peuples que nous réclamons le désarmement. Parce que, - M. de Girardin l'a reconnu lui-même autrefois, et la dernière guerre vient de renouveler l'éclatante manifestation de cette vérité, - par ce que les armées en réalité ne sont pas entretenues dans l'intérêt de la paix et de la prospérité des peuples, mais dans l'intérêt de leur oppression et de leur ruine. Et la guerre qu'il faut faire désormais, c'est la guerre pour leur affranchissement réel et contre tous les agents de leur misère et de leur ignorance.

Ce n'est pas «*une nouvelle et terrible guerre*», suivant l'expression de *l'Opinion nationale*, à laquelle nous convions l'Europe. Non, c'est une guerre toute pacifique, pour laquelle il n'est besoin ni de canons rayés, ni de fusils à aiguilles; pour la mener à bon terme, il ne nous faut pas d'autres armes que la liberté et le développement de l'instruction, de l'échange, du crédit et du travail que nous obtiendrons par elle.

Et nous ne savons pas d'autre moyen d'assurer d'une façon définitive la paix de l'Europe.

Républicaine ou cosaque, c'est-à-dire civilisée ou barbare, - c'est Napoléon 1^{er} qui l'a dit, - il faut choisir.

Qu'en pense M. de Girardin, qui fait appel à la discussion pour que la vérité jaillisse du choc des idées contradictoires, et qui aspire à un état où tout l'art de gouverner consisterait à éclairer la raison publique par la presse périodique? Croit-il que nous arriverons à cet état sans effort, par le cours naturel des choses? Et que pour assurer le triomphe de la politique économique, il n'y ait qu'à se croiser les bras avec indifférence en face des victoires de ses ennemis, favorisées par la complicité de gens qui se prétendent autorisés à représenter la démocratie?

Auguste VERMOREL.
